

**Convention Particulière n°2000 00269 00 - 064/00
du Ministère des Affaires Etrangères**

***« Renforcement de la recherche d'accompagnement dans une
opération pilote de gestion décentralisée des ressources
renouvelables sur la rive gauche du fleuve Sénégal »***

RAPPORT FINAL

Université Gaston Berger / Saint Louis

Communauté rurale de Ross Béthio

SAED

CIRAD

ISRA

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
1 INTRODUCTION	3
2 PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION	8
3 ACTIONS EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE RECHERCHE D'ACCOMPAGNEMENT.....	9
4 CONCLUSION	14
TABLE DES MATIERES.....	18
SIGLES	20
ANNEXES	21

1 Introduction

Le présent rapport présente les principaux enjeux et résultats du projet de recherche intitulé « Renforcement de la recherche d'accompagnement dans une opération pilote de gestion décentralisée des ressources sur la rive gauche du fleuve Sénégal », financé entre fin 2000 et fin 2003 par le Comité scientifique français de lutte contre la désertification (C.S.F.D.), et conduit conjointement par l'Université Gaston Berger de Saint Louis et la Communauté rurale de Ross Béthio, avec la participation de leurs partenaires du CIRAD, de la SAED et de l'ISRA (voir sigles non développés en annexe).

Parmi l'ensemble des projets financés fin 1999 par le C.S.F.D., celui-ci est le seul à s'inscrire dans l'axe 4 de l'appel d'offres, portant sur « les conditions sociales et économiques de la lutte contre la désertification ». Il traite ainsi un aspect jusqu'ici plus souvent invoqué que réellement traité dans l'analyse scientifique : la mobilisation sociale endogène pour une meilleure gestion de l'environnement. La mobilisation dont il s'agit ici concerne à la fois les populations utilisatrices des ressources, à travers leurs représentants élus dans le cadre de la politique de décentralisation engagée au Sénégal, mais aussi l'environnement institutionnel chargé d'appuyer ces populations (structures de la recherche et du développement).

L'enjeu du présent projet vise ainsi pour une large part à renforcer la capacité de l'Université de Saint Louis à animer, en synergie avec ses partenaires régionaux de la recherche (ISRA) et du développement (SAED), une nouvelle forme de partenariat avec les collectivités locales. Celui-ci doit produire une recherche d'accompagnement capable d'améliorer la gestion décentralisée des ressources naturelles dans une zone humide sahélienne fragile, bouleversée par les changements importants des dernières décennies.

1-1 Justification du projet¹

1-1-1 Le contexte de l'après-barrage : enjeux d'une gestion décentralisée des territoires

La région du fleuve du Sénégal, située en bordure septentrionale de la zone sahélienne, connaît une densité démographique considérable, induite par la présence du Fleuve et son exploitation par l'agriculture irriguée. La situation actuelle est le résultat d'une évolution historique complexe, qui a profondément modifié les systèmes de production traditionnels basés sur les cultures pluviales et de décrue, l'élevage transhumant, la pêche artisanale et la cueillette (Boutillier *et al.* 1962, Audru 1966, Lericollais 1973 et 1978, Minvielle 1979).

La perturbation la plus importante, l'aménagement hydro-agricole de la zone inondable, débute dès les années 1930 et s'organise en grands périmètres publics, jalonnant les rives du Fleuve. Dans les années 1980, avec le désengagement de l'Etat de l'agriculture (la Nouvelle Politique Agricole) et l'encouragement de la privatisation, on assiste au développement incontrôlé des aménagements privés. Installés sans aucune concertation, souvent avec une qualité technique précaire (Seznec 1993), ils accroissent de façon considérable l'impact déjà négatif des aménagements publics sur les autres utilisateurs des ressources. Dans des conditions climatiques presque désertiques, la conjugaison d'une politique volontariste d'aménagement hydraulique et ces défrichements anarchiques ont fortement fragilisé la

¹ Ce paragraphe est repris du texte soumis lors de l'appel d'offres.

couverture végétale, ligneuse en particulier, et participent considérablement à la pollution des eaux² et du sol³. L'utilisation des zones humides par la faune sauvage⁴, les pêcheurs, les pasteurs et l'agriculture de décrue s'en trouve gravement perturbée, favorisant une sur-exploitation des dernières ressources (Lericollais 1989, Engelhard *et al.* 1986, Loyer 1986, Michel 1988, Crousse *et al.* 1991, Lavigne-Delville 1991).

La situation actuelle du delta du Fleuve est révélatrice de ces inquiétudes. Les périmètres irrigués, cultivés ou abandonnés, occupent quasiment tous les espaces offrant certaines potentialités naturelles. Pourtant, la zone supporte entre 40 000 et 60 000 bovins, qui contribuent pour une large part aux revenus des populations (Tourrand 1996, Corniaux *et al.* 1998, Cissokho 1998), comprend des activités importantes de chasse et de pêche et connaît un déficit important en bois de feu. De plus, dès 1964, a été construit le premier élément (digue rive gauche) d'un dispositif progressif de contrôle de la crue, dans le cadre du développement programmé des cultures irriguées. Cette politique, parachevée en 1986 par la mise en service du barrage de Diama (situé en aval de la majeure partie du Delta et qui empêche le reflux des eaux marines dans le Fleuve en saison sèche) a entraîné dans le Delta une situation écologique instable : assèchement des zones humides, changements de la qualité des eaux, envahissement des plans d'eau restants par la végétation aquatique (*Typha*, *Pistia*), régression de la biodiversité.

Ces dynamiques pourraient être freinées par une concertation plus profonde entre les différents services impliqués dans l'aménagement et la préservation des ressources, ainsi qu'avec les représentants locaux et régionaux des populations. Depuis une décennie, tous les programmes nationaux de lutte contre la désertification recommandent cette décentralisation (Euroconsult 1990, P.D.R.G.⁵ 1991, P.N.A.E.⁶ 1993, C.A.B.⁷ 1994), seule à même de freiner les développements anarchiques et d'enrayer la dynamique actuelle de désertification. Aucune décision de moyen terme sur les choix d'aménagement et de mise en valeur ne devrait pouvoir se prendre sans une participation active des représentants locaux. Un choix clairement partagé par tous les acteurs restreindrait les déviations technicistes et faciliterait une vision globale d'un développement multi-sectoriel et durable. Ce renforcement des points de vue locaux dans les choix d'intervention sur le Fleuve appuierait même les services étatiques dans leurs efforts pour mettre en cohérence les interventions anarchiques de certains bailleurs de fonds. Mais cette participation ne pourra s'exercer qu'avec une responsabilisation réussie des populations dans leur fonction de gestionnaire local de l'espace.

Au Sénégal, la décentralisation a déjà institué les Conseils Ruraux, collectivités territoriales locales, qui sont chargés depuis 1990 des prérogatives de gestion exercées jusque là par l'administration locale. La régionalisation, introduite en 1996, a même parachevé le processus en instituant un Conseil Régional élu comme échelon intermédiaire entre l'Etat et ces collectivités. Cependant, si un cadre politique est déjà posé, sa traduction concrète et opérationnelle n'est pas encore effective, en particulier par le manque d'appuis à ces nouveaux représentants des populations et par les faiblesses de la sensibilisation auprès de leurs partenaires, les services de l'Etat.

² Ces eaux alimentent les villes de Saint Louis et de Dakar.

³ La plupart de ces périmètres privés n'a pas de réseau de drainage.

⁴ Le delta du Sénégal abrite l'une des plus grandes concentrations d'avifaune migratrice du monde.

⁵ Plan Directeur de développement de la Rive Gauche du fleuve Sénégal.

⁶ Plan National d'Action pour l'Environnement.

⁷ Etude de mise en oeuvre d'une stratégie environnementale dans la vallée du fleuve Sénégal. Cellule Après-Barrages.

1-1-2 L'Opération P.O.A.S. : un programme original d'appui à la décentralisation de la gestion des ressources

Pour entraîner l'émergence d'une représentation locale des populations qui puisse assurer d'une part ses fonctions de gestionnaire de l'espace et d'autre part un rôle actif lors des décisions d'aménagement, une opération pilote (Opération P.O.A.S.⁸) associant étroitement les Conseils Ruraux de la région du Fleuve, le développement (SAED et CERP⁹) et la recherche agronomique (le Pôle Systèmes Irrigués) expérimente depuis 1997 des appuis pour l'organisation d'une gestion et d'une planification décentralisées de l'espace local. Tous les documents nationaux d'orientation pour la vallée du fleuve Sénégal insistent sur l'intérêt de la mise en place de Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols dans la Vallée, pour la préservation des potentialités naturelles (P.D.R.G.¹⁰ 1991, CAB¹¹ 1994). L'Opération a adopté une entrée particulière, l'animation inter-institutionnelle, plutôt que l'appui direct, et donc ponctuel, du programme à la gestion de l'espace par les Collectivités Locales.

L'hypothèse de ce programme est qu'une lutte efficace contre la désertification suppose une action permanente, ancrée dans une politique voulue et décidée localement et s'appuyant sur des appuis endogènes entre tous les acteurs et les institutions locaux concernés. Ainsi, ses objectifs majeurs sont l'installation pérenne au niveau des Conseils Ruraux d'un pôle local de négociation avec les partenaires, de concertation avec les populations, et de compétences pour la gestion des ressources collectives ; la reconnaissance et le soutien par tous les acteurs institutionnels des règles collectives mises en place par les Collectivités Locales ; la mise en place progressive d'une planification décentralisée du développement par les Collectivités, en concertation avec l'Administration et le Développement. L'Opération P.O.A.S. a atteint ses deux premiers objectifs : l'organisation d'un appui inter-institutionnel auprès des Conseils Ruraux, pour la réalisation et la gestion de Plans d'Occupation des Sols ; l'émergence d'une dynamique de concertation, animée par le Conseil Rural, au niveau de la populations locale. Les objectifs actuels de l'Opération concernent l'intégration de deux acteurs indispensables dans cette dynamique autonome d'appui à la décentralisation : un nouvel acteur institutionnel essentiel, le Conseil Régional, et un acteur important pour l'enrichissement de l'appui technique aux Collectivités décentralisées, la Recherche. Le premier enjeu est d'ancrer profondément dans un cadre institutionnel régional la dynamique autonome qui s'est installée. Le second enjeu est d'entraîner la Recherche locale (I.S.E. 1983, Niassé 1987, Diakhaté 1988, Mietton et Humbert 1991, Michel et Barousseau 1993, Faye 1996,...) dans le développement d'un appui aux autres acteurs afin qu'ils assurent leurs nouvelles fonctions prévues dans le cadre de cette décentralisation.

⁸ Le Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols (P.O.A.S.) étant ici pris sous son sens le plus large, d'une organisation de l'espace prenant en compte les aspects environnementaux (sauvegarde des espaces naturels), sociaux (besoins des populations), techniques (sols, topographie) et économiques (rentabilité).

⁹ Centre d'Expansion Rurale Polyvalent : regroupement de tous les agents locaux des différents services techniques dans une structure commune d'appui technique.

¹⁰ Plan Directeur de développement de la Rive Gauche du fleuve Sénégal.

¹¹ Etude de mise en œuvre d'une stratégie environnementale dans la vallée du fleuve Sénégal. Cellule Après-Barrages.

1-2 Origine et objectifs

En 1997 a démarré dans la communauté rurale de Ross-Béthio une opération pilote d'élaboration d'un plan d'occupation et d'affectation des sols (P.O.A.S.). L'opération a réuni, dans le cadre d'un partenariat, la SAED, l'ISRA, la communauté rurale de Ross-Béthio et l'U.G.B. qui, sans être signataire du protocole du P.O.A.S., s'est jointe au processus par l'intermédiaire des enseignants et étudiants des sections de Géographie, Sociologie et Collectivités locales. Cette collaboration a été riche d'enseignements pour les chercheurs de l'U.G.B.. Ils ont découvert chez les élus locaux des besoins en formation considérables dans les domaines liés à la mission de gérer et développer leur territoire.

En avril 1999, les chercheurs de l'U.G.B. organisent un séminaire de réflexion sur les modalités de leur intervention pour répondre à la demande des élus locaux et pour conduire dans les faits la vocation que l'Université de Saint-Louis s'est donnée : « *inscrire ses missions dans la participation aux dynamiques du développement* ». Ce séminaire a donné naissance au Groupe Interdisciplinaire de Recherche pour l'Appui à la planification Régionale et au Développement Local (GIRARDEL).

La préparation du projet financé par le C.S.F.D. dont il est ici question, couramment appelé « Désertification », est ainsi liée à l'existence de ces deux instruments (P.O.A.S. et GIRARDEL).

L'élaboration du P.O.A.S. n'a pas été un simple exercice de détermination des zones de vocation agricole ou pastorale, ni de fixation de règles de gestion de l'espace et des ressources naturelles à l'échelle de la communauté rurale. Il a permis, par le diagnostic participatif, de répertorier les problèmes au sujet desquels les élus ont besoin d'appui dans les différentes opérations de planification qu'ils sont appelés à élaborer et à mettre en œuvre. C'est ainsi que, dans le prolongement de son P.O.A.S., Ross-Béthio a identifié une forte contrainte qui pèse sur ses ressources naturelles. Il s'agit de la désertification. Le conseil rural a présenté à ce sujet une requête aux chercheurs de l'U.G.B. et à leurs partenaires du CIRAD, de l'ISRA et de la SAED.

L'objectif général du projet « Désertification » est ainsi de parfaire la mobilisation de l'environnement institutionnel en organisant une collaboration directe et permanente entre la Recherche et les collectivités territoriales autour de la décentralisation.

Cet objectif général se décline en plusieurs objectifs spécifiques, que l'on peut ainsi résumer :

Sur le plan institutionnel, trois objectifs spécifiques sont visés :

- organiser la collaboration entre la Recherche et les collectivités locales en mettant en place des activités de recherche-développement interdisciplinaires sélectionnées et pilotées par les collectivités territoriales ;
- renforcer les capacités de recherche de l'U.G.B. pour appuyer les collectivités dans leur lutte contre la désertification ;
- mettre en place une concertation permanente entre la Recherche, les collectivités et le développement.

Sur le plan scientifique, trois objectifs spécifiques sont également retenus :

- expérimenter et analyser le dispositif institutionnel de la collaboration et de la concertation, notamment tel qu'il résulte de la mise en œuvre des P.O.A.S. ;
- mettre au point des démarches opérationnelles de diagnostic et de planification d'un développement durable, adaptées au contexte local ;
- élaborer un cadre institutionnel, juridique et foncier validant et renforçant les dynamiques endogène de gestion engagées par les collectivités.

1-3 Principes d'intervention : l'originalité d'une recherche d'accompagnement

L'originalité du programme de recherche est dans sa finalité même : expérimenter un lien direct entre la Recherche, particulièrement universitaire, et les Collectivités Locales et Régionales, puis faire progressivement assumer une partie de la fonction de pilotage de la recherche par ces Collectivités locales. La gestion de certains fonds de recherche sera ainsi confiée aux Collectivités, qui financeront directement certaines actions de recherche. C'est donc une originalité avant tout institutionnelle et organisationnelle. Cependant, le programme comprend aussi la mobilisation et la synthèse scientifique sur un thème toujours novateur où les acquis sont encore très dispersés (ORSTOM 1969 et 1979, Perrin 1974, Couty et Lericollais 1982, Godard et Ceron 1985, Jollivet 1988, Sautter 1988, Hugon 1991, INRA 1992, Vissac et Benoit 1993, Pernet *et al.* 1994, Deffontaines *et al.* 1994, Clouet et Tonneau 1997,...), la conception d'outils et de méthodes pour l'appui à une planification régionale décentralisée.

Les deux aspects les plus novateurs du programme proposé reprennent donc les priorités actuelles des politiques internationales d'appui au développement : d'une part le développement des capacités locales, de recherche et d'encadrement pour l'appui à une gestion démocratisée des ressources à l'échelle locale et à une planification décentralisée à l'échelle régionale, d'autre part une mobilisation scientifique internationale pour la conception d'appuis au développement rural.

Ainsi, le projet « Désertification » s'inscrit dans les principes qui fondent la démarche du Girardel :

- mettre la recherche au service des acteurs de développement ;
- faire contribuer les acteurs à la construction d'un savoir socialement productif et non simplement académique, d'un savoir-faire et d'un savoir-être.
- promouvoir une démarche fondée sur la mobilisation interdisciplinaire et inter-institutionnelle pour appuyer les collectivités à réaliser un développement endogène durable.

Sur la base de ces principes et en respect de la demande de la communauté rurale, le projet a été structuré autour de trois axes de recherche :

- la mise sur pied de méthodes de diagnostic et de planification pour les collectivités locales de la Région de Saint-Louis ;
- l'appui à la conception de plans de développement local par les conseils ruraux ;
- l'appui juridique et institutionnel à la gestion et à la planification décentralisée des ressources.

2 Principales réalisations dans le domaine de la formation

Grâce au projet « Désertification », GIRARDEL, en trois ans, a impulsé une dynamique marquée par des réalisations dans les domaines de la recherche, de l'animation / formation et du partenariat avec les collectivités locales de la Vallée.

2-1 La formation des étudiants

Du point de vue de l'université de Saint Louis, le GIRARDEL entend apporter sa contribution pour réaliser un des objectifs initiaux de cette institution : en faire une université du développement, ancrée dans les préoccupations de son environnement immédiat, mais aussi national et sous-régional. La définition et la mise en œuvre de programmes de recherche conjoints avec des collectivités locales et des institutions du développement créent ainsi des conditions favorables à une formation plus appliquée des étudiants. Elles fournissent aussi aux enseignants du supérieur intéressés un cadre intégrateur entre leurs activités de formation et de recherche, en prise avec les questions contemporaines du développement.

L'approche reposant sur la formation à la recherche par la recherche a permis d'accueillir en stage vingt six étudiants pour préparer leur diplôme de maîtrise (24) et ou de D.E.A. (2) sur les thèmes du projet (voir titres des mémoires en annexe).

Pour le compte de l'année académique 2002/2003, dix étudiants ont soutenu leurs travaux devant un jury. Ils se répartissent ainsi par discipline :

- géographie : 6
- sociologie : 2
- collectivités locales : 2

En 2004, les seize mémoires restants seront finalisés :

- géographie : 8
- sociologie : 6
- collectivités locales : 2

Lors de l'atelier de restitution du projet organisé à l'Université de Saint Louis les 28 et 29 novembre 2003, les mémoires de maîtrise des premiers étudiants à avoir soutenu ont été remis solennellement au président de la communauté rurale de Ross Béthio. Celui-ci devait ensuite organiser, dans le courant de l'année 2004, des séances de restitution devant le Conseil rural.

De plus, dans le domaine de la formation, chaque année, GIRARDEL organise un séminaire intensif aux bénéfiques des étudiants qui souhaitent prendre un sujet dans ce projet, afin de les initier à la démarche mise en oeuvre. Ceci a constitué un des objectifs de la mission de Patrick d'Aquino, en janvier 2003.

2-2 Le séminaire permanent « Les Mercredis de Girardel »

Le séminaire permanent intitulé *Les Mercredis de GIRARDEL* s'inscrit au carrefour des préoccupations évoquées ci-dessus. Formation des élus et des étudiants, échanges d'informations, de points de vue et d'expériences sont au menu de ces rencontres organisées autour des différents thèmes déclinant les centres d'intérêt du GIRARDEL. Depuis janvier

2002, il a réuni environ une fois par mois à l'université de Saint Louis un public hétéroclite composé d'universitaires (enseignants chercheurs, étudiants), d'agents de la recherche ou du développement appartenant à diverses institutions de Saint Louis ou d'ailleurs (SAED, ISRA, A.R.D., services déconcentrés de l'Etat, CIRAD, diverses O.N.G. et associations, etc.), enfin d'élus locaux ou de leurs représentants, venant essentiellement des collectivités locales de la région de Saint Louis (communautés rurales et communes). Les *Mercredis* mobilisent généralement de 25 à 50 participants. Les séances se divisent en deux parties. Un ou deux exposés d'une trentaine de minutes introduisent une séquence de débats portant sur le thème du jour.

Organisateurs et participants s'accordent à reconnaître la grande richesse des débats depuis l'origine de ces rencontres. Elle s'explique sans doute en partie par l'originalité de ces séminaires. Ceux-ci donnent l'occasion d'un échange d'égal à égal entre acteurs de la recherche, du développement et des représentants des populations, sans autre enjeu qu'un débat d'idées, assorti de la possibilité de mieux comprendre la complexité des problèmes et des situations dans lesquelles évoluent chacun des participants.

3 Actions en matière de recherche et de recherche d'accompagnement

Un certain nombre d'activités de recherche ont été conduites au cours du projet. Certaines relèvent au premier chef de la recherche d'accompagnement (ateliers terrain), d'autres apparaissent plus académiques par leurs thèmes. Dans tous les cas, les sujets de recherche ont été définis à partir des besoins exprimés par la communauté rurale de Ross Béthio.

3-1 Ateliers terrains et opérations de recherche spécifiques

3-1-1 Les ateliers terrain

Quatre ateliers terrain ont été conduits grâce au projet « Désertification ».

En juin 2001, puis en janvier 2003, deux ateliers d'auto-évaluation et de suivi de la démarche d'accompagnement « P.O.A.S. » se sont tenus dans la vallée – le premier à Richard Toll, le second entre Ndioum et Dagana. Ils ont réuni les principaux acteurs des institutions impliquées dans la mise en œuvre des P.O.A.S. (SAED, ISRA, U.G.B., CIRAD). Leurs objectifs étaient de déterminer les difficultés liées à la mise en œuvre des P.O.A.S. et à leur bon fonctionnement, de même que l'état de maîtrise des élus locaux de leur rôle en matière de gestion de leur territoire, ainsi que l'état des compétences des animateurs du P.O.A.S.. A l'issue du premier atelier, un certain nombre de recommandations ont été proposées, parmi lesquelles la mise en place d'un groupe de suivi destiné à suivre dans le temps l'évolution de la démarche d'accompagnement constituée par les P.O.A.S..

Un an et demi après le premier atelier et avec l'extension du programme P.O.A.S. à d'autres communautés rurales de la vallée, une réunion du groupe de suivi est apparue ainsi nécessaire. La recherche des éventuelles distorsions entre la « phase pilote » telle qu'elle avait été mise en place à Ross Béthio et le passage à la phase « développement » à présent bien engagée a constitué le fil directeur de ce second atelier, avec les articulations à rechercher avec les autres formes de planification (notamment les Plans locaux de développement).

Les questions soulevées lors ce deuxième atelier ont ensuite été approfondies dans le cadre d'une étude menée par deux étudiants du CNEARC (cf. infra, publications), portant sur la comparaison de la mise en place des P.O.A.S. dans 4 communautés rurales de la vallée (Ross Béthio, Ronkh, Mbane, Ndiayène Pendaou).

Entretemps, en octobre 2002, une tournée d'échange auprès des nouveaux conseils élus des départements de Saint Louis, Dagana, et Podor (onze collectivités locales visitées) a permis d'identifier de nouveaux axes de recherche, et de redéfinir les priorités pour les mois à venir, afin de faire essaimer la démarche mise en œuvre à Ross Béthio et d'impulser une dynamique régionale en matière de recherche d'accompagnement

Les questions soulevées par les élus rencontrés au cours de la tournée peuvent être classées en deux catégories principales :

Des problèmes ou questions de recherche déjà abordés par GIRARDEL à Ross Béthio, mais qui nécessitent un approfondissement, ou une application dans des contextes géographiques différents.

- Des travaux sur l'environnement et ses relations avec l'agriculture ont été sollicités (poursuite des travaux sur les zones à haute valeur environnementales à Ross Béthio ; extension au thème de la qualité des sols, des eaux, de la salinité des eaux et des sols) ;
- Des besoin en recherche d'accompagnement des aménagements pastoraux ont également été exprimés ;
- Enfin, la poursuite de l'accompagnement des collectivités locales pourrait viser la mise en place de cadres de concertation pour mettre en cohérence les interventions des différents partenaires du développement sur le territoire des collectivités.

Des questions de recherche ou des problèmes nouveaux, qui nécessiteront peut-être la participation de nouveaux partenaires, et la recherche de nouveaux financements.

- Ils concernent des aménagements de type urbain, à travers des plans d'urbanisme pour de nouvelles communes, ou autre (zone d'aménagement concertée et gare routière, marchés hebdomadaires) ;
- Ils impliquent aussi la question des limites des collectivités locales, et posent de façon très claire une question d'autant plus intéressante pour GIRARDEL qu'elle interpelle différentes disciplines : comment gérer l'intercommunalité ?;
- La question des finances locales a également été soulevée.

Enfin, en juillet 2003, GIRARDEL a apporté son concours à l'organisation d'un atelier de réflexion stratégique de l'Association régionale des conseillers ruraux (A.R.C.R.). On a dit que l'objectif principal de GIRARDEL est de faire fructifier un véritable partenariat avec les collectivités locales du Nord du Sénégal, en mettant à leur disposition des connaissances utiles au développement local. Ce partenariat a été d'abord initié à Ross Béthio par des membres de la SAED, de l'ISRA, du CIRAD et de l'Université Gaston Berger, avant même la création du GIRARDEL. Il s'est ensuite étendu aux autres collectivités locales de la région de Saint Louis, à travers des programmes concrets de recherche, tout en s'élargissant également à d'autres partenaires institutionnels, pour essayer de trouver des réponses aux problèmes rencontrés et ainsi aider les collectivités locales à s'orienter.

La création de l'A.R.C.R. pourrait permettre de franchir une nouvelle étape dans ce partenariat. L'atelier concrétisait l'intérêt de GIRARDEL pour cette organisation, qu'il

souhaite aider à trouver sa place dans le paysage institutionnel de la décentralisation et du développement. En effet, l'utilité de l'A.R.C.R. ne sera démontrée que si des synergies et des passerelles peuvent être établies entre elle et les différents acteurs engagés dans ce vaste chantier de l'appui à la décentralisation et au développement local.

L'atelier a été organisé de la façon suivante :

- dans un premier temps, le Président de l'A.R.C.R. Moussa DIOP a évoqué les motifs de la création de l'association, les objectifs qu'il lui assigne, et finalement sa vision du rôle et de la place qu'elle pourrait jouer. Son intervention sera suivie d'un débat, où il s'agira notamment de voir quelles peuvent être les contributions de GIRARDEL par rapport à la mise en œuvre de cette vision.
- Deux exposés de GIRARDEL ont suivi. Ils ont porté sur deux objets d'intervention possible pour l'A.R.C.R. : les relations entre collectivités locales et la gestion des eaux. Ces présentations ont pour enjeu de susciter un débat sur les modalités possibles de l'implication de l'A.R.C.R..
- Enfin, l'identification des possibilités de collaboration et de synergie entre l'A.R.C.R. et les autres institutions a constitué le sens de la présentation de l'A.R.D. de Saint Louis.

3-1-2 Etudes spécifiques

Par ailleurs, la Communauté rurale de Ross Béthio avait commandé à GIRARDEL trois études spécifiques :

L'une portait sur l'état et le devenir des zones à haute valeur environnementale ; elle a été menée par une équipe d'enseignants chercheurs associés à des étudiants confirmés, et donné lieu à un rapport ainsi qu'à une restitution devant le Conseil rural ;

Les deux autres portaient sur l'état des lieux de l'affectation foncière et sur la qualité des eaux. Par manque de ressource humaine disponible, elles n'ont pu être menées dans le temps imparti par le présent projet (cf. *infra*, 4-2, limites du projet).

L'étude comparée des étudiants du CNEARC sur 4 P.O.A.S., dont le besoin a été identifié à l'issue du deuxième atelier de terrain de suivi accompagnement des P.O.A.S., relève également de ces études.

3-2 Publications

3-2-1 Les publications de Girardel

L'intérêt des communications et des débats lors des « Mercredis de Girardel » a motivé la publication d'une revue, intitulée « Les Cahiers de GIRARDEL » : il s'agit de diffuser les résultats de ces séminaires au-delà du cercle des participants, mais aussi de faire connaître l'activité du GIRARDEL en dehors de la région de Saint Louis, au Sénégal et, si possible, dans la sous-région. Ainsi, ces *Cahiers de GIRARDEL* ne sont pas alimentés par les seules séances des *Mercredis*, mais ils sont également nourris de différents textes rédigés dans le cadre des programmes de recherche menés par les membres du GIRARDEL, qu'ils appartiennent à l'U.G.B. ou aux institutions partenaires. Les articles et les débats publiés ici exprimeront donc

la diversité qui fait la richesse du GIRARDEL : certains répondront aux normes de la production académique, d'autres seront moins ambitieux, au moins sur la forme. Tous participeront de cette ambition d'encourager, par les échanges, un apprentissage mutuel entre les milieux de l'enseignement supérieur, de la recherche, du développement et les représentants des populations.

Le premier numéro illustre ce choix. Les trois premiers textes qu'il propose, avec les débats afférents, sont issus d'un atelier de réflexion organisé par le GIRARDEL sur « Le rôle et la place de l'Association régionale des conseillers ruraux (A.R.C.R.) de Saint Louis dans la planification du développement local », qui s'est tenu au centre du CIFA¹² à Ndiaye le 9 juillet 2003. Les trois textes suivants ont été présentés lors de séances des *Mercredis de GIRARDEL* en 2002 et 2003 (voir en annexe la liste des séances tenues en 2002 et en 2003).

Le second numéro des Cahiers de GIRARDEL, à paraître en janvier 2004, publie les actes de l'Atelier de restitution du projet C.S.F.D. qui s'est tenu à Saint Louis les 28 et 29 novembre 2003.

Le financement de ces deux premiers numéros des *Cahiers de GIRARDEL*, ainsi que celui des activités de recherche qui les alimentent, a donc été assuré essentiellement par le Comité scientifique français sur la désertification (C.S.F.D.), dans le cadre du projet dont il est ici question.

En dehors des Cahiers de Girardel, un certain nombre de rapports ou de résultats de recherche ont été diffusés, parmi lesquels :

- « Diagnostic sur les enjeux à l'horizon 2010 du partage de l'eau dans le delta du fleuve Sénégal entre les différents usages », octobre 1999, 44p.
- « Vers la conception d'un module de formation sur la planification décentralisée : synthèse des connaissances sur les concepts, les outils et les acteurs », novembre 2000 ;
- « Le rôle et la place de l'Association régionale des conseillers ruraux dans la planification du développement de la région de Saint Louis », Saint Louis, A.R.C.R.-GIRARDEL, Actes de l'atelier de réflexion de Ndiaye, 9 juillet 2003, 40p.
- SY M.T., GENTIL T., *Analyse comparée de la mise en place de Plan d'occupation et d'Affectation des Sols (P.O.A.S.) dans quatre communautés rurales de la vallée du fleuve Sénégal*, CNEARC-ESAT 1 / GIRARDEL, octobre 2003, 85p. et annexes.

3-2-2 Publications des membres du GIRARDEL dans des revues à comité de lecture à partir des recherches menées dans le cadre du projet C.S.F.D.

D'Aquino P., Le Page C., Bousquet F., Bah A., 2002. Du jeu de rôle à la simulation : pour des systèmes d'information à référence spatiale conçus directement par les acteurs. Résultats d'une expérience menée au Sénégal. *L'Information Géographique*, 4, 2002.

D'Aquino P., Le Page C., Bousquet F., Bah A., 2002. Une expérience de conception directe de SIG et de SMA *par* les acteurs, dans la vallée du Sénégal. *Revue Internationale de Géomatique*, 4, 2002.

¹² Centre interprofessionnel de formation aux métiers de l'agriculture

D'Aquino P., 2002. Le pouvoir plutôt que la participation. Les principes d'une nouvelle approche de la planification territoriale décentralisée. Géographie, Economie, Société, (sous presse) Elsevier, Paris.

D'Aquino, P., S. M. Seck, S. Camara, 2002. L'acteur avant l'expert : vers des systèmes d'information territoriaux *endogènes*. Résultats d'une expérience de cinq ans au Sénégal. Natures, Sciences, Sociétés, 4, 2002.

D'Aquino, P., S. Camara, 2002. Et si les approches participatives étaient inadaptées à la gestion décentralisée de territoire ? Géocarrefour.

D'Aquino P., Etienne M., Barreteau O., C. Le Page, F. Bousquet, 2002. A novel mediating participatory modeling: the "self-design" process to *accompany* a collective decision-making. Int. Jnl. Agric. Res. Gov. Ecol. (IJARGE), Elsevier, Paris.

Antheaume, B., P. D'Aquino, R. Brunet, J. P. Deler, O. Dolfus, J. P. Ferrier, G. Lepasant, P. Pelletier and T. Saint-Jullien (2002). Débat : le local, le territoire et la planification ascendante. L'Espace Géographique 1: 38-49.

D'Aquino, P., 2002. Le territoire entre espace et pouvoir: pour une planification territoriale ascendante. L'Espace Géographique 1: 3-22.

D'Aquino, P., S. M. Seck, S. Camara, 2002. Un SIG conçu par les acteurs: l'opération P.O.A.S. au Sénégal." L'Espace Géographique 1: 23-37.

D'Aquino P., S.M. Seck, J.F. Bélières, M. Passouant, E.H.M. Sarr, 1999. Irrigation et développement régional : dix ans d'actions sur le fleuve Sénégal pour une planification régionale et décentralisée. Pp. 77-84 *in* Cahiers de la Recherche-Développement, 45, CIRAD-TERA, Montpellier.

Chapitres d'ouvrages :

D'Aquino P., Corniaux C., Diop B., Camara S., 2001. Vers une dynamique endogène de gestion de l'espace pastoral et irrigué : l'Opération Pilote P.O.A.S. dans le Delta du fleuve Sénégal. Pp. 201-208 *in* Elevage et gestion de parcours au Sahel, implications pour le développement, E. Tielkes, E. Schlecht et P. Hiernaux (eds. sc.), Verlag Grauer, Stuttgart.

D'Aquino P., Camara S., Diop B., 2001. La gestion directe des ZIT non classées par les collectivités locales : une politique institutionnelle, puis une démarche opérationnelle. Le cas du Delta du Sénégal. 15 p., *in* Actes du séminaire international sur les Zones Inter-Tropicales humides, IRD, Bamako.

3-3 Projets induits et perspectives

L'édification d'un cadre partenarial solide et actif pour accompagner les collectivités locales dans leur mission a été au centre du projet. Des avancées significatives ont été enregistrées dans ce domaine. Entre la SAED, l'ISRA et l'Université, les interventions en direction des collectivités locales sont de mieux en mieux concertées et coordonnées. Cette démarche a permis l'exécution d'autres projets de recherche dans le sillage du projet « Désertification ».

- Le projet PACEPA (Programme d'appui à la concertation Etat / Profession agricole), financé par la France, a été mené à bien et achevé en 2002. Il portait sur « La gestion des zones humides à haute valeur environnementales dans la communauté rurale de Ross Béthio ».
- Le projet FNRAA (Fonds national pour la recherche agricole et agro-alimentaire) est en cours de réalisation dans les communautés rurales de Mbane (5 étudiants et leurs encadreurs) et de Guédé. Il porte sur « L'intégration agriculture / élevage dans les écosystèmes péri-lacustres et péri-fluviaux ».
- Le projet de coopération inter-universitaire CORUS, associant GIRARDEL avec le Cirad, les Universités de Paris I et de Saint Etienne, a débuté en septembre 2003. Il s'inscrit dans la prolongation directe des actions engagées dans le cadre du présent projet, en élargissant seulement son aire d'intervention à l'ensemble de la Région de Saint Louis (totalité du delta et moyenne vallée du fleuve Sénégal). Il s'intitule « Une recherche au service de la gestion décentralisée des ressources naturelles dans une zone humide ouest africaine : le cas du delta et de la moyenne vallée du fleuve Sénégal ».

4 Conclusion

4-1 Les acquis du projet

4-1-1 Renforcement des capacités

Au niveau des structures de recherche et de développement de la région de Saint Louis, le projet dont il est ici question a soutenu, à partir de l'U.G.B., la dynamique pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle initiée à partir de l'opération P.O.A.S.. Le projet a notamment permis la naissance de GIRARDEL en tant que tel. Celui-ci apparaît ainsi aujourd'hui pour les élus comme un groupe bien identifié au sein de l'Université, chargé de les appuyer dans le cadre du développement local.

Du côté de la Communauté rurale de Ross Béthio, les actions entreprises dans le cadre du projet ont eu un certain nombre d'effets positifs :

- Elles ont contribué à réduire l'asymétrie de savoir et de pouvoir entre techniciens et chercheurs d'une part, populations locales et leurs représentants d'autre part ;
- La création d'outils, notamment cartographiques (SIG), appropriés par les différentes catégories d'acteurs, a permis de faciliter la concertation sur les différents usages de l'espace, mais aussi d'améliorer la compréhension des élus vis-à-vis des enjeux de l'aménagement du territoire ;
- Les études participatives menées par l'Université en aval du P.O.A.S. (choix des sujets par le Conseil rural, association des populations à leur réalisation, restitution) présentent plusieurs avantages : elles fournissent à la Communauté rurale des arguments techniques face aux bailleurs ou à l'Etat, et serviront pour le cadre de concertation entre tous les intervenants que l'on souhaite mettre en place ; les travaux des étudiants sont utiles pourront être consultés par les autres partenaires, et surtout,

les séjours d'étudiants et de chercheurs sur le terrain participent à la circulation des idées et de l'information entre la population et le Conseil rural.

4-1-2 Essaimage et émergence d'une dynamique régionale

L'extension par la SAED des P.O.A.S. à une dizaine de communautés rurales de la vallée a montré que l'expérience initiée en partie de façon informelle dans la communauté de Ross Béthio pouvait intéresser d'autres acteurs que la seule recherche et l'U.G.B..

Au-delà du suivi de la phase pilote à Ross Béthio, GIRARDEL a logiquement étendu ses activités dans la vallée, à tel point que la collaboration avec GIRARDEL apparaît comme un facteur de diffusion et de partage de l'expérience de Ross Béthio dans la Région de Saint Louis.

Des ateliers de terrain menés par GIRARDEL avec ses partenaires de la SAED et de l'ISRA à la rencontre des élus (cf. supra) est né un besoin de favoriser les échanges entre élus, et entre les élus et les structures d'appui, pour créer une dynamique régionale autour de ces questions de la décentralisation et du développement local. Le séminaire intitulé « les Mercredis de GIRARDEL » est issu de ce constat : il permet des échanges réguliers au sein de la Vallée avec le monde de la recherche et du développement. Enfin, l'appui de GIRARDEL à l'organisation d'un atelier de réflexion stratégique de l'A.R.C.R. en juillet 2003 a également contribué à l'organisation de cette dynamique régionale.

Finalement, à son modeste niveau, l'action de GIRARDEL, principalement soutenue au cours des trois dernières années par le projet financé par le C.S.F.D., a constitué un facteur d'amélioration qualitative de la décentralisation, en contribuant au développement de la démocratie locale, à la constitution de l'identité des communautés rurales et au renforcement du capital social de ces communautés.

4-2 Principales limites identifiées

Au-delà de ces résultats positifs, GIRARDEL a rencontré un certain nombre de difficultés dans l'exécution de ce projet.

Des innovations de la part de GIRARDEL semblent nécessaires dans le domaine du renforcement des capacités :

- Les Mercredis de GIRARDEL ont le mérite d'exister, mais les élus regrettent que l'Université n'offre pas des formations plus poussées, spécifiques, en réponse à leurs besoins ;
- Le processus repose sur trop peu d'individus, à Ross Béthio comme à l'Université. Le faible niveau de certains élus justifie l'importance dans le système de collaboration du collectif d'animateurs. Mais une montée en puissance de ces dispositifs est nécessaire, et des réponses en termes de formation pourraient à ce niveau se montrer très utiles.

La disponibilité parfois insuffisante en moyens humains du GIRARDEL s'est notamment traduite par des résultats inégaux dans le domaine des études spécifiques commandées par la communauté rurale de Ross Béthio : celle-ci s'est dite satisfaite des résultats produits sur les zones humides à haute valeur environnementale, mais pas en ce qui concerne le foncier. La

clarification foncière attendue, qui devait s'accompagner d'une analyse de l'affectation et des formations des élus à la gestion foncière, n'a pas été fournie. Ce qui est d'autant plus regrettable que les élus de Ross Béthio, forts de leur expérience du P.O.A.S., ont été interpellés dans le cadre du débat national sur le foncier (réforme foncière actuellement en discussion), sans disposer des éléments leur permettant d'interpréter les résultats produits par cet outil novateur du P.O.A.S..

De même, malgré l'intérêt des Mercredis de GIRARDEL, on constate une difficulté à créer et à entretenir une dynamique régionale. Une plus grande décentralisation des actions du GIRARDEL vers les collectivités locales est souhaitée par les élus, mais elle n'est pas aisée à mettre en œuvre sans financements spécifiques et moyens humains étoffés.

Par ailleurs, le besoin d'une réflexion collective et d'un travail de recherche sur les limites de la décentralisation et du développement local pour gérer des activités (élevage transhumant, irrigation...) et des ressources (eau, biodiversité...) nécessitant d'être abordées à d'autres échelles (régionale, nationale) se fait sentir. A cet égard, les échanges d'expériences avec des équipes travaillant sur les mêmes thèmes à l'échelle de la sous-région (Sahel), qui ont pu être ébauchées lors de l'atelier de restitution du projet de Saint Louis (novembre 2003), mériteraient d'être développés, par exemple à l'occasion de la soumission à de prochains appels d'offres.

Enfin, si la parution des premiers numéros des Cahiers de GIRARDEL doit permettre de mieux rendre compte des travaux réalisés, la valorisation scientifique effective dans des revues internationales relève d'un nombre trop restreint de chercheurs.

4-3 Perspectives

Si le projet CORUS déjà évoqué permet la poursuite des activités engagées par le GIRARDEL grâce au projet soutenu par le C.S.F.D. en matière de recherche d'accompagnement et de formation appliquée à la recherche des étudiants, la nature même de ces appuis – des projets de durée limitée – ne permet guère d'envisager avec suffisamment de certitude la pérennité du processus en cours.

Le choix porté par le Ministère de la Recherche du Sénégal sur le GIRARDEL pour développer un des deux CRE (Centres de recherche et d'essai) expérimentaux est à cet très prometteur. Ces CRE doivent constituer des lieux privilégiés de production scientifique articulée à la demande des acteurs régionaux du développement. Les principes qu'ils doivent mettre en œuvre se révèlent ainsi très proches des principes fondateurs du GIRARDEL. Mais la mise en place de ces CRE constitue aussi un défi de taille pour GIRARDEL, qui devra à la fois conforter ses partenariats, grandir, et ainsi changer d'échelle.

A cet égard, les pistes ébauchées avec les partenaires maliens, mauritaniens et burkinabé lors de l'atelier de restitution du projet à Saint Louis (28-29 novembre 2003) mériteront d'être mieux explorées dans la perspective de réponse à de futurs appels d'offres. Les soutiens de l'AUF, qui supporte des projets de coopération sous-régionale en renforcement à l'enseignement supérieur et à la recherche, seront particulièrement recherchés. L'enjeu pour GIRARDEL est ainsi de consolider la dynamique en cours à l'échelle régionale, tout en l'élargissant à la sous-région, avec pour objectif la création d'une école doctorale reposant sur

ses principes, ceux d'une recherche pluridisciplinaire d'accompagnement aux communautés pour la gestion de leurs territoires et de leurs ressources.

Table des matières

SOMMAIRE	2
1 INTRODUCTION	3
1-1 Justification du projet	3
1-1-1 <i>Le contexte de l'après-barrage : enjeux d'une gestion décentralisée des territoires</i>	3
1-1-2 L'Opération P.O.A.S. : un programme original d'appui à la décentralisation de la gestion des ressources	5
1-2 Origine et objectifs.....	6
1-3 Principes d'intervention : l'originalité d'une recherche d'accompagnement.....	7
2 PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION	8
2-1 La formation des étudiants	8
2-2 Le séminaire permanent « Les Mercredis de Girardel ».....	8
3 ACTIONS EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE RECHERCHE D'ACCOMPAGNEMENT.....	9
3-1 Ateliers terrains et opérations de recherche spécifiques	9
3-1-1 Les ateliers terrain	9
3-1-2 Etudes spécifiques	11
3-2 Publications	11
3-2-1 Les publications de Girardel	11
3-2-2 Publications des membres du GIRARDEL dans des revues à comité de lecture à partir des recherches menées dans le cadre du projet C.S.F.D.....	12
3-3 Projets induits et perspectives.....	13
4 CONCLUSION	14
4-1 Les acquis du projet.....	14
4-1-1 Renforcement des capacités.....	14
4-1-2 Essaimage et émergence d'une dynamique régionale.....	15
4-2 Principales limites identifiées.....	15
4-3 Perspectives	16
TABLE DES MATIERES.....	18
SIGLES	20
ANNEXES	21
Annexe 1 – Note de présentation du Girardel	22

Annexe 2 – Liste des séances des Mercredis de Girardel 2002 et 2003.....	24
Annexe 3 – Sommaire Cahiers de Girardel n°1 (novembre 2003).....	25
Annexe 4 - Titres des mémoires soutenus par les étudiants financés dans le cadre du projet « Désertification ».....	26
Annexe 5 - Titres des mémoires ayant commencé leur recherche avec l'appui du projet « Désertification » travaux cours.....	28

SIGLES

A.R.D.	Agence régionale de développement
A.R.C.R.	Association régionale des conseillers ruraux
C.A.B.	Cellule après-barrages
CERP	Centres d'expansion rurale polyvalents
CIFA	Centre interprofessionnel de formation aux métiers de l'agriculture
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CNEARC	Centre national d'études agronomiques des régions chaudes
CRE	Centres de recherche et d'essai
C.S.F.D.	Comité scientifique français sur la désertification
GIRARDEL	Groupe interdisciplinaire de recherche pour l'appui à la planification régionale et au développement local
I.S.E.	Institut des sciences de l'environnement
ISRA	Institut sénégalais de recherches agricoles et agro-alimentaires
L.S.H.	Lettres et sciences humaines
O.N.G.	Organisation non gouvernementale
P.D.R.G.	Plan directeur de développement de la rive gauche du fleuve Sénégal
P.L.D.	Plan local de développement
P.N.A.E.	Plan national d'action pour l'environnement
P.S.I.	Pôle systèmes irrigués
SAED	Société nationale d'aménagement des terres du delta du fleuve Sénégal et des vallées du Sénégal et de la Falémé
S.J.P.	Sciences juridiques et politiques
U.F.R.	Unité de formation et de recherche
U.G.B.	Université Gaston Berger (Saint Louis)

ANNEXES

Annexe 1 – Note de présentation du Girardel

Le Groupe interdisciplinaire de recherche pour l'appui à la planification régionale et au développement local (GIRARDEL) a été créé pour répondre au besoin d'appuyer, par la recherche et la formation, la mise en œuvre du développement local.

GIRARDEL regroupe des chercheurs appartenant à plusieurs familles disciplinaires (géographie, sociologie, sciences juridiques et politiques, économie et gestion, mathématiques appliquées et informatique, anthropologie) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Il entretient un partenariat actif avec des organismes de recherche et/ou de développement (ISRA, SAED, CIRAD), ainsi qu'avec les collectivités locales de la vallée du Sénégal.

1- Objectifs généraux

GIRARDEL cherche à mettre en place un appui en matière d'aide à la décision pour le développement local et la planification décentralisée. Il s'agit de renforcer les capacités des collectivités locales dans différents domaines utiles à la planification du développement, en milieu rural comme en milieu urbain :

Aide à l'analyse des enjeux du développement, qui sont à la fois d'ordre économique, social, environnemental et territorial.

Aide à la gestion des ressources naturelles : quelles ressources disponibles ? Quelles allocations possibles entre les différents usagers ? Quels impacts sur les autres ressources naturelles ?

Aide à la planification de l'aménagement du territoire, à différentes échelles.

2- Réalisations

GIRARDEL développe deux types d'activités : la recherche et la formation.

Les principales actions de recherche réalisées en cours sont les suivantes :

Projets de recherche

« Diagnostic sur les enjeux à l'horizon 2010 du partage de l'eau dans le delta du fleuve Sénégal entre les différents usages », octobre 1999 ;

« Vers la conception d'un module de formation sur la planification décentralisée : synthèse des connaissances sur les concepts, les outils et les acteurs », novembre 2000 ;

Projet C.S.F.D., en partenariat avec l'ISRA, la SAED, le CIRAD et la communauté rurale de Ross Béthio : « Renforcement de la recherche d'accompagnement dans une opération pilote de gestion décentralisée des ressources sur la rive gauche du fleuve Sénégal » (1999-2003) ;

Projet PACEPA, en partenariat avec l'ISRA et la communauté rurale de Ross – Béthio : « Réalisation de propositions techniques pour un usage durable des zones à haute valeur environnementale (périphérie des zones classées et autres zones humides) », mai 2000 ;

Projet F.N.R.A.A. 15 en partenariat avec l'ISRA, le CIRAD, la SAED, le CSE, les communautés rurales de Mbane, de Guédé : « Intégration de l'élevage dans les systèmes de production des environnements péri fluviaux et péri lacustres de la Région de Saint – Louis », mai 2001 ;

Projet CORUS en partenariat avec le CIRAD – TERA, les universités Jean Monnet de St Etienne et Paris I Panthéon Sorbonne : « Une recherche au service de la gestion décentralisée des ressources naturelles dans une zone humide ouest africaine : le cas du delta et de la moyenne vallée du fleuve Sénégal » 2003-2006.

Activités de formation

Concernant le volet formation, GIRARDEL accueille des étudiants stagiaires (niveau maîtrise et post maîtrise) pour les former à la démarche d'accompagnement qu'il préconise, notamment à travers les méthodes participatives et les outils d'aide à la décision (SIG, simulation multi-agents) ainsi que la maîtrise des logiciels de cartographie.

Depuis janvier 2002, une animation sous forme d'ateliers de réflexion est organisée chaque mois. Cette activité de formation et de partage est baptisée *les Mercredis de GIRARDEL*.

Elle associe élus locaux, étudiants et professeurs de l'Université, ainsi que les acteurs de l'encadrement techniques intéressés par l'appui au développement local.

3- Les bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires de l'appui fourni par GIRARDEL sont :

Les collectivités locales décentralisées (formation aux approches de la planification décentralisée, aux méthodes d'élaboration, de suivi et d'évaluation de projets, aux mécanismes de concertation avec les autres acteurs du développement, à la connaissance du corpus législatif relatif à la décentralisation) ;

L'encadrement technique (renforcement des capacités par le transfert de connaissances et d'outils) ;

L'administration territoriale (mise à disposition d'information et de connaissances pour un meilleur suivi-évaluation des actions de développement) ;

La recherche universitaire (valorisation des connaissances accumulées par la recherche académique, mise à jour de nouvelles thématiques à explorer à travers la formation des étudiants) ;

Les Organisations paysannes (information, sensibilisation).

4- Equipements

GIRARDEL est équipé de matériels informatiques de qualité (ordinateurs, imprimantes, scanner, vidéo projecteur, etc.)

Il dispose d'un centre de ressources géré par une secrétaire, comprenant :

- une documentation spécialisée (plus de 700 références disponibles, indexées sur base de données Access) ;
- des cartes et images satellites de la vallée du fleuve Sénégal.

Le centre est accessible aux bénéficiaires (universitaires, organismes d'appui, collectivités locales, étudiants, chercheurs).

La documentation est consultée sur place.

Les horaires d'ouverture de la salle GIRARDEL sont les suivantes :

Du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 15h à 18h.

Le samedi de 8h à 12 h.

GIRARDEL bénéficie également de l'environnement technique et scientifique de l'Université Gaston Berger (centre de calcul, bibliothèque centrale, centres de documentation des U.F.R., etc...).

☒: 234 Saint – Louis Sénégal

☎ : (221) 961 23 56 **Poste** 17 85 **Fax** : (221) 961 18 84

email : girardel@ugb.sn

Annexe 2 – Liste des séances des Mercredis de Girardel 2002 et 2003

2002

- *La planification économique*, par Malick SARR, Directeur de l'Aménagement du territoire (27 mars 2002) ;
- *La planification régionale*, par Bouna WARR, Directeur de l'Agence régionale de développement de la région de Saint Louis (17 avril 2002) ;
- *Les politiques de décentralisation au Sénégal*, par Ibrahima DIALLO (GIRARDEL / U.G.B.) (22 mai 2002) ;
- *Le développement local*, par Daniel ROCHE, formateur au CIFA (Centre interprofessionnel de formation aux métiers de l'agriculture) ; (8 mai 2002) ;
- *La planification territoriale ascendante*, par Patrick D'AQUINO (CIRAD - GIRARDEL) ; (fin mai 2002)
- *Les démarches participatives*, par Sérigne Modou FALL et Ibou SANE (GIRARDEL / U.G.B.) (12 juin 2002) ;

2003

- *L'expérience des P.O.A.S.*, par Babacar DIOP, Conseiller rural de Ross Béthio (8 janvier 2003) ;
- *Le rôle des élus et des animateurs dans la planification ascendante*, par Patrick D'AQUINO (CIRAD) (29 janvier 2003) ;
- *Dynamiques entrepreneuriales et décentralisation : le développement local est mal parti*, par Alain PIVETEAU (I.R.D.) et Ousmane SOW (A.R.D. Saint Louis) (26 mars 2003) ;
- *Les transferts de compétence dans le cadre de la décentralisation*, par Mayacine DIAGNE (U.G.B.) (16 avril 2003) ;
- *Les contraintes sanitaires liées à l'après-barrage*, Renaud LANCELOT, Maguette NDIAYE, Omar Talla DIAW, Véronique CHEVALLIER (ISRA et CIRAD, 7 mai 2003) ;
- *Finances locales et aménagement du territoire*, par Moussa ZAKI (U.G.B.) (18 juin 2003) ;
- *Regards croisés sur les P.O.A.S.*, par Taos GENTIL et Tierno SY (C.N.E.A.R.C.) (30 juin 2003).

Annexe 3 – Sommaire Cahiers de Girardel n°1 (novembre 2003)

Avant propos

Les relations entre collectivités locales et l'intercommunalité, Géraud MAGRIN

Enjeux de la participation des collectivités locales à la gestion intégrée des eaux du fleuve Sénégal, Adrien COLY

Débats sur les communications de Géraud MAGRIN et Adrien COLY

L'A.R.D. et l'A.R.C.R. : quelles complémentarités ? Quelles collaborations ? Bouna WARR

Débats sur la communication de Bouna WARR

Vers de nouveaux enjeux pour le développement territorial décentralisé : leçons d'une expérience au Sénégal, Patrick D'AQUINO, Sidy Mohammed SECK

Débats sur une communication de Patrick D'AQUINO

Le développement local en milieu rural : de quoi parle-t-on ? Daniel ROCHE

Débats sur la communication de Daniel ROCHE

Finances locales et aménagement du territoire, Moussa ZAKI

Débats sur la communication de Moussa ZAKI

Annexes

Annexe 4 - Titres des mémoires soutenus par les étudiants financés dans le cadre du projet « Désertification »

N°	Nom	Prénoms	Diplôme et sujet	Section	Année
1	DIARRA	Ibrahima	Maîtrise Les enjeux environnementaux des zones humides du delta du Sénégal : le cas de Niéti Yone	Géographie	2001/2002
2	MAR	Ndèye Fatou	Maîtrise Anthropisation et évolution des formations végétales dans la forêt classée de Naéré (communauté rurale de Ross-Béthio)	Géographie	2001/2002
3	MBOUP	Mor Ndao	Maîtrise Les enjeux environnementaux dans les zones humides du delta du fleuve Sénégal : le cas de la dépression de Boar	Géographie	2001/2002
4	DIA	Issa	Maîtrise Décentralisation et développement local : perspectives pour un aménagement durable de la dépression de Boar dans le delta du fleuve Sénégal	Géographie	2001/2002
5	GAYE	Gora	Maîtrise Aménagement durable du territoire : cas du secteur de Niéty yone (axe lac de Guiers / Dépression du Ndiael) Projet de DEA Problématique de la remise en eau du marigot de Niéty Yone et gestion de l'espace	Géographie	2001/2002
6	SAKHO	Cheikh Sadibou	Maîtrise Le développement local à l'épreuve de la décentralisation : essai socio-anthropologique sur la participation des acteurs et les stratégies mises en œuvre pour l'accès et le contrôle des ressources à Ross – béthio, communauté rurale de Ross – Béthio, département de Dagana, Saint - Louis	Sociologie	2001/2002
7	GOMIS	Alain Charles	Maîtrise Décentralisation et dynamiques locales. Analyse des systèmes d'appui et de la réceptivité des organisations paysannes de la communauté rurale de Ross - Béthio	Sociologie	2001/2002
8	FALL	Yakhya	Maîtrise L'aménagement du territoire par les collectivités locales dans la zone de Bardial	Géographie	2001/2002

9	SECK	Djibril	Maîtrise Transfert des compétences et droit local : le cas de Ross béthio	Collectivités locales	2002/2003
10	DIA	Mouhamado u Moustapha	Maîtrise Contraintes budgétaires et développement local : le cas de Ross Béthio	Collectivités locales	2002/2003
11	DIARRA	Ibrahima	DEA Aires protégées et gestion décentralisée des ressources naturelles. Etude comparée des relations entre les parcs nationaux du Djoudj (Sénégal) et du Diawling (Mauritanie) et leur environnement régional	Géographie	2002/2003

**Annexe 5 - Titres des mémoires ayant commencé leur recherche avec l'appui du projet
« Désertification » travaux en cours**

N°	Nom	Prénoms	<u>Diplôme et sujet</u>	SECTION
01	FALL	Mbakhane	Maîtrise Contribution à l'évolution des ressources foncières et à leurs utilisations grâce aux Systèmes d'Informations Géographique : application dans la communauté rurale de Ross-Béthio »	Géographie
02	TOURE	El Hadji Sékou	Maîtrise Les contraintes liées à la qualité de l'eau dans les organismes hydrologiques du delta du Sénégal : le cas de Niéti Yone	Géographie
03	HANE	Ousmane	DEA La Sécurisation foncière dans la communauté rurale de Ross - Béthio	Collectivités locales
04	DIOP	Abdou khadre	DEA Les dimensions foncières dans la décentralisation : le cas de Ross-Béthio	Collectivités locales
05	MBENGUE	Aminata	Maîtrise Aires protégées et aménagements pastoraux : le cas de la zone de Débi Tiguet en périphérie du PNOD	Géographie
06	NDIONE	André	Maîtrise Les impacts des aménagements privés autour de l'émissaire Delta »	Géographie
07	SY	Karalan	Maîtrise Les relations de la communauté rurale de Ross Béthio avec les territoires voisins	Géographie
08	BA	Boubacar	Maîtrise Décentralisation et mutations sociales. Contribution à l'étude des enjeux fonciers autour du Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS) de la communauté rurale de Ross – Béthio.	Sociologie

09	CAMARA	Mame Marie	Maîtrise Les transformations de l'espace sous l'influence de la culture de la patate douce sur la bordure orientale du lac de Guiers (vallée du Fleuve Sénégal)	Géographie
10	NDAO	Ibou	Doctorat La décentralisation de la gestion de l'espace au Sénégal : articulation entre deux niveaux de gestion, le village et la communauté rurale (Univ. Toulouse - Le Mirail).	Géographie